Envoyé en préfecture le 29/10/2026
Reçu en préfecture le 29/10/2026
Publié le 29/10/2026
ID : 062-216201780-20261013-DEC26386-AU

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE BÉTHUNE – COMMUNE DE BRUAY-LA-BUISSIÈRE

Ville de Bruay-La-Buissière
Terre de valeurs, ville d'avenir

DÉCISION DU MAIRE N° 2026-386 EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

DÉCISION PORTANT SUR L'ABROGATION DE LA DECISION N° 2026-361 DU 25 SEPTEMBRE 2026 RELATIVE AU RENOUVELLEMENT DU CONTRAT D'HEBERGEMENT GNAU AVEC SOCIETE OPERIS POUR ERREUR MATERIELLE SUR LA DATE DE PRISE D'EFFET

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE BRUAY-LA-BUISSIÈRE

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-22 qui dispose que le maire peut, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat de certains pouvoirs,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-18 qui dispose que le maire est seul chargé de l'administration, mais il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du conseil municipal,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2026-15 en date du 21 mars 2026, visée en préfecture du Pas-de-Calais le 26 mars 2026, consentant à Monsieur Ludovic PAJOT, Maire de la Commune de Bruay-la-Buissière, pour la durée totale de son mandat, une délégation générale de pouvoir au Maire, en application de l'article L.2122-22 du Code Générale des Collectivités Territoriales pour effectuer divers actes d'administration et notamment son alinéa 4 de la délibération,

Vu la décision n°2026-361 en date du 25 septembre 2026 portant sur le renouvellement du contrat d'hébergement GNAU avec la société OPERIS

Considérant qu'une erreur matérielle portant sur la date de prise d'effet du renouvellement du contrat d'hébergement GNAU a été constatée dans la décision précitée ;

Considérant que l'hébergement de la solution est actuellement assuré par la société OPERIS et qu'il convient d'assurer la continuité de ce service ;

Considérant la proposition commerciale transmise par la société OPERIS, dont le siège social est situé 130 avenue Claude Antoine Peccot – 47700 ORVRAULT, portant sur le renouvellement de la prestation d'hébergement du GNAU ;

DÉCIDE

Article 1: La décision du Maire n° 2026-361 en date du 25 septembre 2026, relative au renouvellement du contrat d'hébergement GNAU avec la société OPERIS, est abrogée.

Envoyé en préfecture le 29/10/2026
Reçu en préfecture le 29/10/2026
Publié le 29/10/2026
ID : 062-216201780-20261013-DEC26386-AU

Article 2 : La présente décision a pour objet de rectifier la date de prise d'effet du renouvellement du contrat d'hébergement GNAU. Les conditions contractuelles non modifiées demeurant celles prévues dans le contrat.

Article 3 : Le renouvellement du contrat d'hébergement GNAU a pris effet le 4 octobre 2026, pour une durée d'un an, avec reconduction tacite quatre fois au maximum, soit jusqu'au 3 octobre 2031.

Le montant de la prestation s'élève à 1970.00 € HT.

Article 4 : La présente décision du Maire peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy de Saint-Hilaire, CS 62039, 59014, LILLE Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le Département et de sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible depuis le site www.telerecours.fr.
Elle peut par ailleurs faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité signataire de la présente décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au recours gracieux. Une absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant décision implicite de rejet.

Fait en l'Hôtel de Ville de Bruay-la-Buissière, le 13 octobre 2026

Ludovic PAJOT
Maire de BRUAY-LA-BUISSIÈRE

MAIRIE DE BRUAY-LA-BUISSIÈRE
62700

Certifiée exécutoire compte tenu de sa transmission en Préfecture le 29 OCT. 2026 et de sa publication le 29 OCT. 2026 conformément aux dispositions des articles L.2131-1 et R.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour une durée ne pouvant être inférieure à 2 mois.